

J.-M. Boussard, F. Gérard  
et M.-G. Piketty

**Libéraliser**

**l'agriculture  
mondiale ?**

Théories, modèles  
et réalités

CIRAD



# Libéraliser l'agriculture mondiale ?

Théories, modèles et réalités

**Jean-Marc Boussard,  
Françoise Gérard  
et Marie-Gabrielle Piketty**

Cirad, Centre de coopération en recherche agronomique  
pour le développement



# Sommaire

Avant-propos	5
<b>Introduction</b>	<b>7</b>
<b>Chapitre I</b>	
<b>Qu'attendre de la libéralisation du commerce agricole ?</b>	<b>13</b>
L'exploitation des avantages naturels	14
Une meilleure utilisation des facteurs de production	17
Le coût minimal dans un état de la technique	18
La stabilisation des prix	19
<b>Chapitre II</b>	
<b>La critique théorique du libéralisme agricole</b>	<b>27</b>
Une critique radicale : libéralisme et justice	28
Une autre critique radicale : marchés et besoins	30
Une critique en apparence accessoire : les marchés fonctionnent-ils ?	31
Erreurs d'anticipation et fluctuations endogènes des prix	34
<b>Chapitre III</b>	
<b>L'épreuve des faits</b>	<b>43</b>
Une brève histoire du libéralisme	43
Fluctuations de prix et croissance	47
Fluctuations de prix et production	48
Les fluctuations de prix sont-elles endogènes ?	51
Les fluctuations de prix sont-elles d'origine climatique ?	52
<b>Chapitre IV</b>	
<b>Comment élaborer un modèle économique des échanges internationaux ?</b>	<b>57</b>
La production	59
La demande des consommateurs	62
La détermination des revenus	64
Le commerce international	66
Les données et leurs sources	67
La dynamique : le rôle du temps dans le modèle	71
Le modèle standard	75

**Chapitre V**

**Comment tenir compte de la théorie et de l'histoire dans un modèle standard ?**

	77
Les erreurs d'anticipation	78
L'accumulation du capital	81
Le rôle des firmes, des banques et des marchés financiers	85
Une illustration des différences	87

**Chapitre VI**

**Un choix de résultats**

	93
Le modèle détaillé confirme-t-il les résultats du modèle à trois régions ?	94
Pourquoi l'Europe peut-elle bénéficier de la libéralisation ?	96
Les effets de la libéralisation en Afrique subsaharienne	101
Pour conclure	107

**Chapitre VII**

**Pourrait-on faire mieux ?**

	111
La piste des marchés à terme	113
Le stockage et le déstockage	118
Les quotas de production	121
Les marchés à terme et les quotas sont-ils si différents dans leur principe ?	125
Pour conclure	127

**Conclusion**

**Bibliographie**

	129
	132

## Avant-propos

Ce petit livre constitue la synthèse du travail d'une équipe de chercheurs du Cirad et de l'Inra qui, outre les signataires de cet ouvrage, comprenait :

- Ane Catherine Christensen, expert de grande qualité des bases de données GTAP, Global trade analysis project ;
- Mourad Ayouz, statisticien, économiste et programmeur de talent ;
- Tancrede Voituriez, chercheur subtil, statisticien, lui aussi bon connaisseur de GTAP ;
- Abigaïl Fallot, auteur de nombreuses recommandations pour l'utilisation de nos modèles dans les négociations sur l'effet de serre ;
- des stagiaires du Cirad, à la participation épisodique, mais toujours utile.

Sans eux, le modèle ID<sup>3</sup>, modèle international dynamique pour l'étude du développement durable et de la distribution des revenus, qui joue le rôle central dans cet exposé, n'aurait pas pu être construit.

Il n'aurait pas été construit, non plus, sans les aides financières :  
– du programme GICC, Gestion et impacts du changement climatique, qui nous a permis de travailler sur un prémodèle ;  
– de l'association Pluriagri et du ministère de l'agriculture, qui ont apporté leur contribution en alternance.

Nous avons encore bénéficié des conseils avisés du comité de lecteurs des éditions du Cirad, et tout particulièrement de ceux de Benoît Daviron, ainsi que de diverses personnalités, comme Pierre Leroy, Bruno Vindel et Jean-Christophe Debard. Enfin, il nous faut remercier Isabel Boussard, qui a relu le manuscrit, et Valérie Hourmant, inlassable auteur de milliers de graphiques.

Bien évidemment, toutes les opinions rapportées ici sont celles des auteurs, qui en portent seuls la responsabilité.





# Introduction

*Quos vult  
perdere, Jupiter  
dementat.  
« Ceux qu'il veut  
perdre, Jupiter  
les aveugle. »*

Le Monde est embarrassé de son agriculture. Dans les pays développés, on produit trop. On se dispute les marchés extérieurs à coups de subventions sans prendre garde au ridicule de devoir dépenser deux dollars pour gagner un euro ou deux euros pour gagner un dollar, quand le changeur du coin de la rue les échange à un contre un. Dans les pays en développement, on ne produit pas assez et la famine reste un fléau majeur. Et pourtant, l'insuffisance de production n'est pas en cause puisque ces mêmes pays, qui ne sont pas en mesure de nourrir leur population, se plaignent de ne pas pouvoir exporter leurs denrées agricoles vers les pays riches.

Dans le même temps, une foule de gens très savants et de très bonne volonté sont bien conscients de l'absurdité de cette situation. Ils forment une sorte d'intelligentsia mondiale qui essaie de trouver des remèdes à ces défauts trop évidents de l'organisation politique actuelle. Ce livre espère suggérer quelques solutions sortant un peu des sentiers battus.

Libéraliser le commerce des matières premières agricoles et faire gérer la production par le marché comme toute autre activité économique est le remède le plus couramment préconisé à l'heure actuelle. Depuis longtemps, dans la vaste majorité des pays du monde, l'agriculture se trouve plus ou moins déconnectée du marché, de sorte qu'il est permis de se demander si un retour à la « loi naturelle » ne permettrait pas de résoudre beaucoup de problèmes. Par ailleurs, tous les étudiants en science économique savent bien que la « main invisible<sup>1</sup> » est à la fois puissante et efficace. Elle

---

1. Terme utilisé par Adam Smith (1776) pour illustrer la régulation automatique de l'économie par les marchés libres.

assure qu'il n'y aura pas de gaspillages, comme ceux que l'on observe quand il faut détruire des stocks de beurre ou de farine de viande. Elle semble garantir que le consommateur paiera toujours le « juste prix », grâce à la concurrence, qui empêche quiconque de détenir une « rente » injustifiée. À l'aune de ce raisonnement, on peut se demander comment on a pu en venir là et se priver des bienfaits du marché, institution naturelle en définitive, qui émerge spontanément quand on ne fait rien de particulier. Pour sortir l'agriculture du marché, il a fallu le vouloir. D'où venait cette volonté ?

En réponse à cette question, deux optiques s'opposent. Pour les uns, cette exclusion du marché a été décidée par malice, parce que cela profitait à différentes catégories sociales, au premier rang desquelles, bien sûr, les agriculteurs, mais pas eux seulement, ni même peut-être principalement. Sont aussi candidats à la liste d'infamie les propriétaires fonciers, les fournisseurs de l'agriculture, l'industrie chimique et les bureaucrates de tout poil, qui prospèrent toujours dans les règlements et les complications administratives. Tous ces gens avaient intérêt à extorquer le maximum de fonds des contribuables, sous de mauvais prétextes, et à se partager les dépouilles, même au prix d'inefficacités flagrantes. Cette idée est en fait la plus répandue. Elle justifie en effet le retour aux saines disciplines d'un vrai marché, dont on se serait bien à tort écarté.

Pour les autres, au contraire, le marché a été écarté parce qu'il ne fonctionnait pas bien, en tout cas pas comme on admet qu'il devrait fonctionner. De nos jours, une telle idée est profondément iconoclaste. La chute du Mur de Berlin n'a-t-elle pas consacré le triomphe des économies de marché sur le socialisme communiste, qui s'est effondré dans la bureaucratie pour avoir imprudemment proclamé son ambition de se libérer de cette loi de la nature ? Et la prospérité des pays anglo-saxons, que chacun peut constater, n'est-elle pas due justement au libéralisme profond qu'on peut y observer ?

Avant de répondre positivement à ces questions, une observation s'impose : le libéralisme bien réel des pays anglo-saxons n'a rien à voir avec le laisser-faire sauvage. Les sociétés en cause sont extrêmement contrôlées. De nombreuses précautions sont prises pour que l'initiative individuelle, sans être inutilement bridée, s'exerce au bénéfice de la société, et sans lui nuire. Cela est vrai en général, mais tout spécialement dans le domaine de l'économie de l'agriculture et de l'alimentation, secteurs où le marché, actuellement (en fait, depuis les décisions du président Roosevelt à la suite de la grande crise des années 30), joue un rôle minime dans la détermination de l'offre et la rémunération des producteurs. Paradoxalement, dans les années 60, le marché agricole jouait un bien plus grand rôle en Union soviétique, où les « marchés

kolkhoziens » représentaient une part importante de l'offre et des sources de revenus, qu'aux États-Unis, où presque tous les prix étaient contrôlés par le gouvernement et où des limites très sévères étaient imposées aux accroissements de l'offre. Depuis soixante ans, les politiques agricoles américaines ont été imitées dans ce domaine par tous les pays développés et par beaucoup de pays en développement.

La question est donc de savoir si la prospérité indiscutable des pays actuellement « riches » s'est faite « grâce à » ou « en dépit de » ces traits caractéristiques des politiques agricoles modernes. C'est là le sujet de ce livre. Il y a bien des façons d'aborder une telle question et nous essaierons de le faire par différents angles.

Il s'agira d'abord, dans le chapitre I, d'examiner les arguments « libéraux » : pourquoi vouloir libéraliser l'agriculture maintenant et qu'attend-on d'un tel changement dans les politiques mondiales ? À cela il y a des raisons conjoncturelles et anecdotiques, comme l'existence d'excédents monstrueux ou de coûts budgétaires gigantesques. Il y a aussi des raisons bureaucratiques. Il existe une institution internationale en charge de tout libéraliser et elle n'a plus grand chose à se mettre sous la dent en dehors de l'agriculture. Mais, sans s'arrêter à de telles considérations superficielles, il faut aborder la question de savoir pourquoi, à l'heure actuelle, pour la vaste majorité des économistes, « la libéralisation de l'agriculture sera plutôt une bonne chose ». La raison profonde en est que beaucoup de modèles économiques l'indiquent. Dès lors, il faut examiner pourquoi et comment ces modèles économiques sont fabriqués. Nous y consacrerons de longs développements, un peu arides, mais nécessaires à l'intelligence du problème. Auparavant, il faudra examiner ce qui se dit chez les opposants à la libéralisation.

En effet, il existe de nombreux auteurs pour prendre le contre-pied des affirmations précédentes. Nous examinerons leurs arguments dans le chapitre II et le chapitre III fournira quelques témoignages historiques à l'appui de leurs thèses. Il faut se souvenir ici de la genèse des politiques « à la Roosevelt », qui reposaient précisément sur l'idée que les conditions n'étaient pas réunies pour que les effets bénéfiques de la libéralisation se produisent. Nous verrons qu'en creusant un peu les idées des théoriciens de l'époque, et en les interprétant à la lumière des connaissances mathématiques modernes, on peut s'attendre que cette intuition soit confirmée par la réalité.

C'est à cet examen des faits que sera consacré le chapitre III. Il reposera sur une analyse des données historiques disponibles. Elles montrent que, d'une part, la consommation alimentaire est largement indépendante des prix des denrées de base et surtout que, d'autre part, la production de ces denrées dépend, un peu,

du niveau des prix, mais aussi, beaucoup, de leur volatilité. Ce sont là des conditions très défavorables au fonctionnement des marchés. Nous en verrons les conséquences.

Reste que ces analyses partielles n'ont pas le pouvoir convaincant des chiffres mirobolants fournis par les agences internationales appuyées sur des modèles économétriques mettant en jeu des dizaines de milliers d'équations. Pour examiner le bien-fondé de ces calculs, il faudra bien se pencher sur la façon dont ces modèles sont construits et, par conséquent, sur la signification et la portée de leurs résultats. L'exercice un peu ardu et abstrait qui consiste, pour les démystifier, à démonter le fonctionnement des modèles, et à « voir ce qu'il y a dedans », sera l'objet du chapitre IV, que le lecteur pressé pourra sauter.

Nous verrons en analysant les résultats du modèle « standard » que la libéralisation serait en effet quelque chose d'excellent si les marchés fonctionnaient convenablement, et s'il était possible de compter sur la fiabilité des informations transmises par le canal des prix entre les producteurs et les consommateurs. Cependant, cela n'est pas possible, de sorte qu'il faut modifier les modèles pour en tenir compte.

En reprenant les analyses des chapitres II et III pour les appliquer au modèle décrit au chapitre IV, le chapitre V indique les modifications, à première vue mineures, qui doivent être apportées au modèle standard. Alors, avec les mêmes données et le même genre de modèle, modifié seulement « à la marge », on observe des résultats très différents de ceux qui fondent les conclusions optimistes complaisamment fournis par les institutions internationales à l'appui des programmes de libéralisation.

Dans le chapitre VI, ces résultats seront détaillés, décomposés en régions, et surtout entre « riches » et « pauvres ». En effet, les raisonnements qui auront été évoqués jusque-là n'auront porté que sur les revenus nationaux et le « bien-être » global. Mais dans une affaire comme celle de la libéralisation de l'agriculture, il n'est guère possible de passer sous silence le fait que changer les prix de l'alimentation entraîne des conséquences sensibles sur la répartition des revenus. C'est du reste l'un des arguments invoqués à l'appui des politiques de libéralisation : elles devraient aider à lutter contre la pauvreté, en fournissant une alimentation à bon marché. Nous verrons que cette hypothèse, elle aussi, est discutable.

Enfin, le chapitre VII abordera la question des options possibles. D'abord, n'y a-t-il pas des remèdes d'inspiration libérale aux « imperfections des marchés » mises en évidence dans les politiques économiques proposées par l'école de l'Organisation mondiale du commerce ? Les assurances récolte et les « marchés à terme » ne permettraient-ils pas de gommer les inconvénients de la libéralisation tout en conservant ses avantages indiscutables ?

De même, la progressivité de l'impôt sur le revenu ne serait-elle pas de nature à rétablir un minimum d'équité dans le système ? Nous verrons que cela reste problématique.

Mais alors, si la libéralisation ne présente que très peu d'avantages et beaucoup d'inconvénients, et si les politiques actuelles sont trop coûteuses et sources de gaspillages, n'y a-t-il aucune issue ? D'où vient l'insatisfaction générale concernant les politiques agricoles ? Il faut, pour le comprendre, effectuer un retour sur la théorie de la production pour montrer qu'il n'existe pas en agriculture (et en agriculture seulement !) de limites raisonnables à la montée de la production avec des prix garantis sans restriction de quantité. C'est pourquoi la seule option raisonnable autre que la fluctuation des prix semble devoir être la « maîtrise de l'offre » — en clair, un système de quotas de production généralisé, du reste nullement contradictoire avec un rôle non négligeable laissé au marché pour les ajustements « à la marge ». Les rapports entre les « quotas de production », en général vus avec horreur par les « libéraux », et les marchés à terme, souvent présentés comme le remède universel aux insuffisances des marchés, pourraient être plus étroits qu'il n'y paraît.

Cette vue panoramique du commerce agricole passe sous silence une perspective pourtant de plus en plus importante, celle de la « multifonctionnalité » de l'agriculture, qui, partout dans le monde, occupe des surfaces importantes. Par là-même, elle crée des « sous-produits » obtenus sans référence aux marchés, des aménités et des nuisances qui, de toute évidence, affectent le bien-être général. C'est là un des arguments souvent employés par les « anti-libéraux » pour refuser de soumettre l'agriculture aux « lois du marché ». L'argument est sérieux. Beaucoup de fanatiques du libéralisme en sont si conscients qu'ils recherchent, et proclament avoir trouvé, des méthodes pour créer des sortes de marchés virtuels sur lesquels il serait possible de gérer aménités et nuisances de façon décentralisée. Nous avons voulu ignorer cette question pour ne pas créer de diversion et embrouiller le lecteur avec des considérations qui nous obligeraient à sortir du cadre étroit de l'analyse économique traditionnelle. Elle n'en est pas moins de la plus haute importance. Les modèles que nous avons construits permettent aussi de repérer certaines des conséquences de l'effet de serre.

Les politiques actuellement suivies dans le monde en matière de politique agricole, loin de conduire à un monde harmonieux, ont toutes les chances de ressusciter la vieille malédiction de Robert Malthus, qui voyait dans les limites à l'offre alimentaire la barrière ultime sur laquelle buterait la croissance économique. Cela ne se fera pas en douceur, en gratifiant les politiques d'un temps de réflexion (dont du reste ils font si souvent

un mauvais usage). Cela tombera soudainement, à la faveur d'un incident tel qu'un épisode de sécheresse ou une inondation. Ce qui dans des conditions « normales » n'aurait pas en lui-même suffi pour provoquer une véritable pénurie prendra en l'occurrence un caractère absolument catastrophique du seul fait que la catastrophe n'attendait que cela pour éclater<sup>1</sup>. Le bon sens, en pareil cas, commande de se tenir à l'écart de la situation qui fait d'un phénomène naturel banal une catastrophe. Il serait donc absurde de renoncer aux instruments traditionnels de la politique agricole pour s'en remettre sans garantie aux « forces aveugles du marché », tout en étant conscients du caractère éminemment perfectible des politiques actuelles.

---

1. Exactement comme les catastrophes boursières, souvent « déclenchées » par une fraude ou la faillite d'une entreprise imprudente. Mais la proportion d'agents de change indéliçats et de capitaines d'industrie aventureux est sans doute assez constante dans le temps. S'ils déclenchent des catastrophes à cet endroit et à ce moment, c'est parce que les circonstances s'y prêtent. On pourra consulter à ce sujet les remarques de Daniel Zajdenweber (2001) à propos du tremblement de terre de Lisbonne en 1755 et de la controverse entre Voltaire et Rousseau sur la « méchanceté de la Nature » : ce n'est quand même pas la faute de la Nature, disait Rousseau, si des gens se sont entassés par centaines de milliers dans des maisons en bois au fond d'une vallée étroite.

## Chapitre I

---

# Qu'attendre de la libéralisation du commerce agricole ?

*L'échange est  
analogue à  
un progrès  
technique.*

L'idée selon laquelle toute entrave à la liberté du commerce, spécialement en agriculture, entraîne des conséquences négatives, n'est pas récente. Elle remonte, pour le moins, au XVIII<sup>e</sup> siècle, époque où une bureaucratie royale maladroite et tatillonne semblait prendre un malin plaisir à compliquer la tâche des négociants. En France, on ne pouvait déplacer du grain d'une province à l'autre sans l'autorisation préalable de l'Intendant (la version royale du préfet), lequel faisait attendre ses décisions, et parfois n'accordait la permission que contre espèces... La situation était analogue dans toute l'Europe. Elle provoquait frustrations et sarcasmes, théorisés par les « économistes » — une école de pensée très active, groupée autour de gens influents comme le propre médecin de Louis XV, François Quesnay (1694-1774), qui fut par ailleurs le créateur des concepts de base de la comptabilité nationale.

Les disciples de Quesnay furent plus tard appelés les « physiocrates » — les gens qui voulaient gouverner « scientifiquement », à partir des principes de la physiologie sociale. Ils ont certainement marqué l'histoire de la pensée économique. En particulier, ils sont à l'origine du libéralisme, par l'intermédiaire d'Adam Smith (1723-1790), qui les avait lus et discutés. Cependant, la vraie théorie de l'échange international n'a vu le jour qu'avec David Ricardo, sur lequel repose encore maintenant ce qui se fait de plus solide en la matière. Il est le véritable auteur de la plus puissante justification de l'échange jamais fournie par les économistes.

## L'exploitation des avantages naturels

David Ricardo (1772-1823) était un banquier portugais émigré à Londres à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Sa théorie, qui est une merveille de simplicité et de profondeur, est tout entière contenue dans une parabole : en Angleterre, comme au Portugal, on peut produire du tissu ou du vin. Mais il est « relativement » (ou « comparativement », d'où le nom d'« avantage comparatif » donné à cette notion) plus facile de produire du vin au Portugal qu'en Angleterre. Par là même, la quantité totale de tissu et de vin que l'on peut produire dans l'ensemble des deux pays confondus est plus grande si les Portugais se spécialisent dans le vin et les Anglais dans le tissu (voir encadré 1), et cela même si l'une des nations est mieux placée que l'autre dans toutes les productions, du seul fait que l'une est différente de l'autre.

En réalité, c'est ce que montre Ricardo, quand on va au fond des choses, le bénéfice de l'échange ne dépend pas des prix. Il ne concerne que des quantités physiques de marchandises et nullement des valeurs. L'échange est analogue à un progrès technique. Ainsi, pour les Anglais, fabriquer du tissu au-delà de leurs besoins afin de l'échanger contre du vin revient simplement à avoir trouvé un moyen de fabriquer du vin plus efficace que celui qui consiste à le faire chez eux. Le progrès technique ne peut être « mauvais ». L'échange ne peut être que « bon ».

Ce raisonnement constitue le fondement de l'action de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en faveur de la libéralisation des échanges. Il montre que, contrairement à une idée très fréquente, l'échange ne peut faire que des gagnants (voir encadré 1). Certains, évidemment, peuvent gagner moins que d'autres, selon les prix adoptés dans l'échange. Mais cela ne doit pas faire oublier que, s'il y a généralement un gagnant, il ne peut normalement pas y avoir de perdant.

---

### 1. La parabole de Ricardo

David Ricardo (1817) nous explique : « Cette même règle qui définit la valeur relative des produits à l'intérieur d'un pays ne s'applique pas à la valeur relative des produits échangés entre deux pays ou plus... Si le Portugal n'avait pas de liens commerciaux avec d'autres pays, au lieu d'employer la plus grande partie de son capital et de ses ressources à produire du vin, avec lequel il peut acheter pour son propre usage les tissus et les produits divers venus de l'extérieur, il serait obligé de consacrer une partie de son capital à leur production, qui serait probablement de moins bonne qualité et en quantité inférieure... »



« Supposons que les circonstances soient telles que, en Angleterre, produire une certaine quantité de tissu exige 100 hommes par an, tandis que, si les Anglais voulaient faire du vin, ils devraient y consacrer 120 hommes par an. Au Portugal, produire du vin exigerait seulement 80 hommes par an, et produire du tissu, 90 hommes par an. Le Portugal aurait alors intérêt à exporter du vin en échange du tissu. Cet échange aurait lieu en dépit du fait que le produit importé au Portugal pourrait y être produit avec moins de travail qu'en Angleterre. Même en important ce qui, au Portugal, nécessite le travail de 90 hommes, en provenance d'un pays où cette production exige 100 hommes, il sera avantageux pour le pays d'utiliser ses ressources à la production de vin, grâce à quoi il lui sera possible de se procurer plus de tissu qu'il n'en pourrait obtenir en détournant ses ressources de la production de vin pour faire du tissu. »

Ainsi, le tableau suivant donne les « possibilités de production ».

Pays	Tissu coût par unité, en hommes/an	Vin Coût par unité, en hommes/an
Angleterre	100	120
Portugal	90	80

À partir de ces chiffres, en supposant qu'il existe 170 hommes au Portugal et 220 hommes en Angleterre, en admettant que, lorsqu'il existe une possibilité d'échange, l'Angleterre se spécialise entièrement dans le tissu et le Portugal dans le vin, on peut obtenir des « scénarios » comme ce qui suit.

Production	Sans commerce		Avec commerce	
	vin	tissu	vin	tissu
en Angleterre	1	1	0	2,2
au Portugal	1	1	2,125	0
Total	2	2	2,125	2,2

On peut faire d'autres hypothèses de spécialisation. Mais, dans tous les cas, la quantité totale de biens que l'on obtient « avec échange » est supérieure à celle obtenue « sans échange ».

On est ici bien loin du point de vue du « marchand de tapis » (ce que je gagne en marchandant un tapis que je veux acheter, mon vendeur le perd et *vice versa*) qui trop souvent sous-tend les négociations internationales et que les médias exposent sur les devants de la scène. L'approche ricardienne dépasse par le haut la problématique de l'« exploitation », fondée justement sur cet argument de marchand de tapis, qui dit par exemple que le commerce « Nord-Sud », entre pays riches du Nord et pays

*L'échange est  
avantageux  
pour les deux  
parties.*

pauvres du Sud, se fait au bénéfice exclusif du Nord parce que celui-ci « est le plus fort ».

Bien évidemment, il y a tout de même des limites à ne pas dépasser dans les taux de conversion de l'une des marchandises dans l'autre (les « termes de l'échange ») : si les Anglais doivent fournir plus d'efforts pour produire le tissu qui servira à acheter du vin qu'ils ne devraient en fournir pour produire directement le vin dont ils ont besoin, alors ils n'ont plus d'intérêt à l'échange. Il en est de même du côté portugais. Cependant, s'il existe une assez grande différence entre les deux pays, la fourchette possible pour les termes de l'échange, entre le taux qui n'intéresse plus les Anglais et celui qui n'intéresse plus les Portugais, se trouve être elle-même assez large (encadré 1). À l'intérieur de cette fourchette, ce qui est important, c'est que l'échange est avantageux pour les deux parties. En tout cas, du fait même que l'échange n'est en rien obligatoire, et que chacune des parties est libre de le refuser, la partie la moins favorisée par l'opération ne peut pas se trouver dans une situation pire que si l'échange n'avait pas eu lieu.

On peut donc affirmer que, même si les pays du Nord imposent leurs prix aux pays du Sud dans des conditions qui ne sont pas les plus avantageuses possibles pour ces derniers, les gens du Sud seraient encore plus mal lotis si on leur interdisait complètement d'échanger avec le Nord.

On ne comprend pas davantage, à partir de la parabole de Ricardo, l'argument selon lequel l'échange aboutit à ce que « les pays du Sud exportent leur chômage vers le Nord ». L'apologue suppose que les ressources de toute sorte sont fixes dans les deux pays, et qu'elles y sont employées au maximum de leurs possibilités. Dans ces conditions, le travail qui, en Angleterre, ne sera plus employé dans les vignes à cause de la « délocalisation » de cette activité trouvera son utilité dans les fabriques de tissu, dont l'activité sera stimulée. Il en sera de même pour le travail portugais chassé des manufactures « détruites par la concurrence (déloyale ?) des usines de Manchester ». Il trouvera à se reconverter dans les vignobles de Porto<sup>1</sup>.

Bien entendu, il n'y a ici aucune de ces considérations qui fleurissent dans les journaux sur la « conquête des marchés » et autres opérations stratégiques. Sans nul doute, Ricardo eût regardé avec commisération les politiques de « subvention à l'exportation ». Celles-ci ne peuvent avoir d'autre but que de se procurer des « devises » — de l'argent étranger. Mais si l'on

1. Plus récemment, cet argument est repris avec force par Krugman et Obstfeld (2003). Naturellement, tout cela suppose que les travailleurs sont assez flexibles pour changer de métier le cas échéant.

dépense l'équivalent de 2 dollars en euros pour en obtenir 1, où est l'avantage ? Cela revient à se tirer dans les doigts de pied comme un cowboy maladroit !

Ce type d'argument est évidemment universel : il s'applique à tous les produits, pas seulement au vin portugais et au tissu anglais. Cependant, il s'applique aux produits agricoles plus qu'à aucun autre. Rien a priori ne permet de penser qu'il soit plus facile de produire des puces électroniques à Hongkong qu'à Saint-Denis. Il est clair, en revanche, qu'il est plus facile de faire pousser du cacao en Côte d'Ivoire que dans la Beauce. C'est bien la raison pour laquelle la libéralisation agricole semble de prime abord plus naturelle qu'une autre. Et c'est bien pourquoi il peut paraître paradoxal que, dans le long cycle des négociations, qui dure maintenant depuis soixante ans et qui a conduit à libéraliser presque tout depuis la fin de la seconde guerre mondiale, l'agriculture soit le dernier secteur important où la question se pose encore.

Nous aurons l'occasion de revenir sur cette question. Mais il importe de noter à ce stade que, si la libéralisation a semblé finalement plus facile du côté des produits industriels que des produits agricoles, c'est que les arguments fondamentaux en faveur de la libéralisation ont en même temps légèrement évolué, au point qu'il est parfois difficile d'y retrouver la robuste simplicité de l'histoire contée par Ricardo.

## **Une meilleure utilisation des facteurs de production**

Il avait semblé opportun à Ricardo de s'appuyer sur un exemple en partie agricole tant, on vient de le noter, l'existence d'« avantages » liés à la localisation géographique est évidente dans cette branche. On peut élargir la question et se demander quelle est la source des avantages que l'échange entend ainsi exploiter. Sans doute une source « naturelle » est-elle facile à concevoir, mais en existe-t-il d'autres ? La réponse est ici encore affirmative, mais, pour être comprise, elle exige un degré d'abstraction un peu supérieur. Surtout, à la différence de l'autre, celle de l'avantage lié au « don gratuit de la Nature », cette justification de l'échange international met en cause l'organisation sociale, et donc le « fait du Prince ». (À moins d'admettre que le Prince lui-même est donné par la Nature !).

L'avantage que certaines nations détiennent dans certaines activités provient en effet, selon cette interprétation, du fait que leurs ressources, notamment en travail et en capital, ne sont pas les mêmes que celles d'autres nations. Par exemple, pour des

raisons historiques tout à fait fortuites, Hongkong n'a pas beaucoup de capital mais dispose d'une main-d'œuvre abondante et docile, tandis que Paris dispose de machines en abondance alors que la main-d'œuvre y est rare et indisciplinée. Dans ces conditions, délocaliser à Hongkong la fabrication de produits à base de main-d'œuvre, tels que les claviers d'ordinateurs, permettra d'utiliser au mieux la main-d'œuvre chinoise ; cependant que les mémoires, qui exigent des machines extrêmement compliquées, seront fabriquées à Paris, pour exploiter au mieux les ressources de cette ville en outils de haute technologie.

À première vue, cette nouvelle illustration est très semblable à celle de Ricardo. Dans les deux cas, l'exploitation optimale des « différences » permet des gains de productivité au bénéfice de tous. Ici encore, l'échange fait l'effet d'un progrès technique. Cependant, ici, elle suppose la fixité du contexte culturel et institutionnel qui fonde la différence : on ne voit guère la possibilité de cultiver la vigne en Écosse<sup>1</sup>, tandis qu'on pourrait gommer les différences entre la Chine et la France, et annihiler l'intérêt de l'échange, en déplaçant à Hongkong les machines de Paris ou en laissant émigrer à Paris les travailleurs de Hongkong.

*Une langue  
commune et  
universelle :  
le marché.*

Il est probablement plus facile de déplacer des marchandises que des cultures, et c'est sans doute là une raison puissante pour accepter la mondialisation vue sous cet angle. Par ailleurs, on comprend bien, avec cette histoire, que le problème n'est plus celui, assez simple, qui consistait à comparer les rendements de la vigne et la qualité du vin au Portugal et en Angleterre. Pour savoir s'il vaut mieux produire ici que là, il va maintenant falloir comparer une incroyable quantité de paramètres, comme la qualité et les techniques de fabrication des claviers d'ordinateurs et des puces électroniques. Cet exercice est peut-être à la portée d'un spécialiste du domaine, mais sûrement pas du grand public. Une autre condition pour que le raisonnement précédent soit valable est donc qu'il existe un canal de transmission, une langue commune et universelle permettant de comparer facilement les techniques et de détecter celles qui peuvent bénéficier d'un avantage dans telle localisation plutôt que dans telle autre.

## **Le coût minimal dans un état de la technique**

Cette langue commune et universelle existe : c'est le marché. Sur un marché, s'il fonctionne — nous verrons que c'est là tout le problème —, s'établit un prix. Il existe des prix pour tous les produits, et pour tous les « facteurs de production », ces biens qui servent à en produire d'autres. Connaissant les prix et les

1. Encore que, après tout, avec les manipulations génétiques...